

Brochure n° 3286

**Convention collective nationale**

**IDCC : 1982. – NÉGOCE ET PRESTATIONS DE SERVICES  
DANS LES DOMAINES MÉDICO-TECHNIQUES**

■ *Journal officiel* du 14 octobre 2007

**Arrêté du 5 octobre 2007 portant extension d'un accord conclu  
dans le cadre de la convention collective nationale du négoce et  
prestations de services dans les domaines médico-techniques  
(n° 1982)**

NOR : MTST0767486A

Le ministre du travail, des relations sociales et de la solidarité,  
Vu le code du travail, notamment ses articles L. 133-1 et suivants ;

Vu l'arrêté du 3 mars 1998 et les arrêtés successifs, notamment l'arrêté du 16 juillet 2007, portant extension de la convention collective nationale du négoce et prestations de services dans les domaines médico-techniques du 9 avril 1997 et de textes la modifiant ou la complétant ;

Vu l'accord du 25 octobre 2006 portant adhésion à l'OPCA Forco et à l'observatoire prospectif du commerce conclu dans le cadre de la convention collective susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 10 mars 2007 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective (sous-commission des conventions et accords), rendu en séance du 28 septembre 2007,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>**

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de la convention collective nationale du négoce et prestations de services dans les domaines médico-techniques du

9 avril 1997, tel que modifié par accord du 18 octobre 2005, les dispositions de l'accord du 25 octobre 2006 portant adhésion à l'OPCA Forco et à l'observatoire prospectif du commerce conclu dans le cadre de la convention collective susvisée, à l'exclusion des termes : « au 31 décembre » et : « avant le 31 décembre de », figurant à l'avant-dernier alinéa de l'article 3 (Dispositions financières), comme étant contraires aux dispositions des articles R. 964-13, premier alinéa, et R. 950-3 du code du travail.

## **Article 2**

L'extension des effets et sanctions de l'accord susvisé est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit accord.

## **Article 3**

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 5 octobre 2007.

Pour le ministre et par délégation :  
*La sous-directrice des relations individuelles  
et collectives du travail,*  
E. FRICHET-THIRION

*Nota.* – Le texte de l'accord susvisé a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2007/3, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 7,80 €.